

Religion Il œuvre pour la réconciliation

Après Cuba, le pape à Washington

Le pape François s'est rendu hier à Holguin, un des foyers les plus anciens du christianisme, région natale des frères Castro, opérant une plongée dans le Cuba rural à la veille de son départ pour les États-Unis.

Hier, plusieurs heures avant la messe matinale, la place était déjà remplie de fidèles. « On est venu le voir parce qu'on l'aime pour tout ce qu'il a fait pour la paix et pour Cuba », déclarait Noreales Mendoza, un vigile de 45 ans qui a passé neuf heures sur la route pour venir de Guantánamo, dans l'extrême ouest.

« François est un missionnaire et maintenant il va aller aux États-Unis, il veut unifier les deux peuples », assurait de son côté Carlos Berejano, arrivé de la province voisine de Gramma, au sujet du rapprochement cubano-américain en cours et de cette tournée papale à Cuba et aux États-

Unis. Dimanche, l'air fatigué, souffrant visiblement de la chaleur moite, François avait multiplié à La Havane les rencontres avec les fidèles, les religieux, les jeunes, le président Raúl Castro... et son frère aîné Fidel.

Pas de rencontre avec les dissidents cubains
Depuis son arrivée à Cuba, le pape François s'est bien gardé de froisser les autorités locales, sa visite étant axée sur le dialogue avec pour toile de fond le dégel entre La Havane et Washington.

Certains milieux de l'opposition démentent que le pape, comme Benoît XVI avant lui, n'ait pas accepté de rencontrer une délégation de dissidents.

Le porte-parole du Saint-Siège, le père Federico Lombardi, a confié dimanche soir que le Vatican avait établi des contacts avec certains dissidents et leur avait fait part de l'intérêt que le pape leur portait, mais qu'aucune rencontre n'avait pu avoir lieu.

François quittera ce matin Santiago de Cuba après une messe finale, à destination de Washington, aux États-Unis. D'importants rendez-vous l'y attendent, au Congrès, à la Maison Blanche et devant les Nations unies, puis il achèvera cette tournée par une rencontre mondiale des familles à Philadelphie. Outre ces visites officielles, il prévoit d'aborder d'autres thèmes, en rencontrant notamment des sans-abri à Washington, des familles immigrées de Harlem, à New York, ou encore des détenus à Philadelphie.



■ Environ 150 000 personnes ont écouté la messe hier à Holguin, à Cuba. Photo AFP

Crise migratoire Selon une nouvelle loi

En Hongrie, les armes contre les réfugiés

La Hongrie semble prête à tout pour refouler les migrants qui se pressent à sa frontière. L'armée et la police sont désormais autorisées à ouvrir le feu avec des armes non létales contre les réfugiés « à certaines conditions » et dans la mesure où ceux-ci... ne sont pas mortels. Les armes sont précises : fusils à balles en caoutchouc, engins pyrotechniques, grenades lacrymogènes et fusils à filet.

Le texte, adopté hier par le Parlement hongrois à une large majorité (151 voix pour, 12 contre et 27 abstentions), complète une législation anti-migrants entrée en vigueur le 15 septembre. Outre les tirs, cette nouvelle loi entérine la possibilité de déployer massivement des militaires aux frontières, autorise l'armée à procéder à des contrôles d'identité et à la garde à vue de migrants. Elle permet en outre à la police de perquisitionner tout domicile privé où des migrants sont soupçonnés de se trouver.

Ces dispositions s'appliquent dans les zones où a été déclaré l'état de crise due à une immigration massive, une mesure ad hoc mise en œuvre dans six départements limitrophes de la Serbie, la Croatie, la Slovaquie et l'Autriche.

À la veille d'un nouveau sommet européen consacré à la crise migratoire, mercredi à Bruxelles, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán durcit encore le ton face à ce qu'il considère comme un danger pour le continent et son mode de vie. Depuis la victoire d'Alexis Tsipras – le même que beaucoup décriaient il y a peu en gauchiste inexpérimenté... Mais ce revirement, dicté par le pragmatisme, ne signifie pas l'avenir soit sans nuage. **Pragmatisme oblige**
Cette victoire donne « une raison d'espérer », a ainsi déclaré le commissaire européen à l'euro, le Letton Valdis Dombrovskis, qui a bataillé des mois durant contre toute concession à la Grèce. Même satisfait en Allemagne, où l'on affirme la volonté de « travailler étroitement et en partenariat » avec le gouvernement grec.

Le pragmatisme commande : les chefs d'État et de gouvernement européens entérinent la légitimité

Automobile L'amende pourrait se chiffrer en milliards de dollars

La tricherie de Volkswagen

Le constructeur allemand a triché aux États-Unis sur les contrôles antipollution, une duperie qui va lui coûter très cher financièrement et en termes d'image.

« Désastre », « choc », « débâcle » : les titres de la presse allemande étaient hier à la mesure de la commotion suscitée par la révélation d'une manipulation de Volkswagen, récemment couronné numéro un mondial des ventes, devant Toyota et General Motors. L'affaire « va avoir pour le groupe des conséquences financières considérables, qui ne sont pas encore calculables », estime le spécialiste automobile Ferdinand Dudenhöffer.

Selon les autorités américaines, 482 000 véhicules des marques Volkswagen et Audi, fabriqués entre 2009 et 2015 et vendus aux États-Unis, ont été équipés d'un logiciel sophistiqué capable de détecter automatiquement à quel moment ils étaient soumis à un test de mesure de la pollution. Le programme informatique enclenchait alors un mécanisme de limitation des émissions de gaz polluants. Hors contrôles, les voitures contenaient aux normes environnementales.

Jusqu'à 18 milliards de dollars d'amende

Le mastodonte allemand s'expose non seulement à des amendes pouvant se monter au total à 18 milliards de dollars (16 milliards d'euros), mais aussi au coût – des millions, voire des milliards de dollars – des rappels de tous les véhicules concernés et à de nombreuses poursuites judiciaires de la part de leurs propriétaires.



■ Martin Winterkorn est patron de Volkswagen depuis 2007. Après un long bras de fer, il a réussi, au printemps dernier, à pousser vers la sortie Ferdinand Piëch, le président du conseil de surveillance. Photo AFP

Et le scandale menace de faire des petits. « On se demande à présent si la manipulation a pas eu lieu non seulement aux États-Unis mais aussi sur d'autres marchés comme l'Europe », souligne Stefan Bratzel, directeur du centre allemand de recherche sur l'automobile CAM.

Berlin veut procéder à des vérifications auprès de tous les constructeurs, tandis que la Corée du Sud va contrôler les niveaux d'émission de polluants de trois modèles de Volkswagen.

Le ministère allemand de l'Environnement et le prési-

dent de l'État régional de Basse-Saxe, actionnaire de Volkswagen, ont exhorté le constructeur à faire toute la lumière sur les responsabilités au sein du groupe tant que le chef du comité d'entreprise de VW, Bernd Osterloh, a appelé à « tirer les conséquences » de cette affaire.

Volkswagen a décidé d'arrêter jusqu'à nouvel ordre la vente de ses modèles diesel quatre cylindres de ses marques VW et Audi aux États-Unis, où le groupe est déjà en difficulté financière.

Martin Winterkorn, le patron de Volkswagen depuis

2007, a fait son mea culpa et promis de coopérer avec les autorités américaines.

Le patron sur la sellette

Sur cette affaire, il risque son poste. Il doit théoriquement être prolongé à la tête du groupe pour deux ans, jusqu'à fin 2018, au cours d'une réunion du conseil de surveillance, vendredi 25 septembre. Ce doit être la consécration pour cet homme de 68 ans après le duel en coulisses qu'il avait opposé au printemps à son ancien mentor et homme fort de Volkswagen, Ferdinand Piëch.

Grèce Après la victoire de Syriza aux législatives dimanche

Les braves européens avant le bras de fer

Aujourd'hui commence le plus dur : l'application des mesures d'austérité acceptées à contrecoeur par le Premier ministre Alexis Tsipras, dans une Europe où la gauche reprend des couleurs.

À croire qu'ils se sont donné le mot : les dirigeants européens ont tous salué hier la victoire d'Alexis Tsipras – le même que beaucoup décriaient il y a peu en gauchiste inexpérimenté... Mais ce revirement, dicté par le pragmatisme, ne signifie pas l'avenir soit sans nuage. **Pragmatisme oblige**
Cette victoire donne « une raison d'espérer », a ainsi déclaré le commissaire européen à l'euro, le Letton Valdis Dombrovskis, qui a bataillé des mois durant contre toute concession à la Grèce. Même satisfait en Allemagne, où l'on affirme la volonté de « travailler étroitement et en partenariat » avec le gouvernement grec.

Le pragmatisme commande : les chefs d'État et de gouvernement européens entérinent la légitimité

renouvelée dans les urnes de leur pair. Ils notent aussi que le gouvernement Tsipras II est allégé des éléments les plus hostiles à l'euro, avec l'échec de l'Alliance populaire rallié par l'ancien ministre Yanis Varoufakis.

En attendant la dette

Mais le plus dur commence : appliquer l'accord du 13 juillet et le Memorandum de 32 pages de douloureuses mesures pour les retraités ou les agriculteurs grecs. « J'assume la responsabilité d'un texte auquel je ne crois pas », déclarait Alexis Tsipras. L'enceinte de sa signature à peine sèche... Il a dit durant la campagne son espoir d'en faire bouger les lignes. Mais le porte-parole de la chancellerie allemande a hier été clair : l'accord « reste totalement valable ».

L'ambiguïté ne pourra durer. D'autant que le début d'application du Memorandum conditionne l'ouverture de la discussion sur l'effacement de fait d'une partie de la dette grecque (170 % du PIB), objectif premier d'Alexis Tsipras depuis janvier.

La gauche ragaillardie ?

« L'Europe doit entendre le message des Grecs », s'est réjoui dimanche soir François Hollande. Le président français veut engager le Premier ministre grec dans sa bataille pour la « réorientation » de l'Europe plus à gauche, avec sa propre rédaction en ligne de mire. Le message grec a déjà été entendu au Portugal, qui renouvelle son parlement le 4 octobre, et en Espagne où Podemos (gauche anti-austérité) espère imiter Syriza aux législatives de cet hiver.

Ce possible renforcement du camp de gauche, dans l'Union nettement dominée par les conservateurs et libéraux de droite, interviendrait à un moment sensible : le lancement du débat sur la réforme de la zone euro, sur fond de reprise économique en pointille.

Mais on en saura sans doute plus le 7 octobre sur la redistribution des cartes entrainée par le scrutin grec : Angela Merkel et François Hollande feront une intervention commune devant le parlement européen, manœuvre de fixer le cap.

Francis BROCHET



■ Alexis Tsipras salue ses partisans dimanche soir, à Athènes. Photo AFP

Burkina Faso Le président de la transition, a été relâché

Kafando à l'ambassade de France

Le président des institutions de transition du Burkina, Michel Kafando, « est à la résidence de France », a annoncé la nuit dernière sur Twitter l'ambassadeur de France au Burkina, Gilles Thibault.

M. Kafando avait été arrêté mercredi en plein Conseil des ministres par les militaires putschistes de la garde présidentielle. Ils avaient annoncé ensuite sa libération à la faveur d'une médiation ouest-africaine mais il était depuis en résidence surveillée.

« Je confirme, avec l'autorisation du président Kafando, qu'il est bien à la résidence de France », a twitté l'ambassadeur. Plus tôt dans la journée sur les ondes de la radio RFI, M. Kafando s'était dit « très réservé » sur le projet d'accord de sortie de



■ Michel Kafando. Ph. MAXPPP

crise proposé par le Cédéao, qui prévoit notamment une amnistie pour les putschistes et que les partisans de l'ancien président Blaise Compaoré puissent se présenter aux élections. Les militaires putschistes détiennent toujours le Premier ministre de la transition Isaac Zida, que leur chef, le général Gilbert Dienderé, s'est engagé à libérer.



Questions à Yves Bertoncini

Directeur de l'Institut Jacques Delors

« Une bonne nouvelle pour l'Europe »

La victoire de Syriza est-elle une bonne nouvelle pour l'Europe ?

Oui, car elle permet de dorer le psychodrame politique commencé avec son élection. Tsipras a maintenant un mandat pour rompre avec la Grèce des 40 dernières années : la corruption, la fraude fiscale, le népotisme, l'état trop faible... Et c'est une bonne nouvelle pour l'Europe, car si le Memorandum contient des mesures d'austérité, il soutient aussi des mesures de modernité.

Tsipras annonce « un gouvernement de combat »...

Il peut être tenté par un nouveau défi à ses créanciers, mais il a déjà perdu une bataille importante. Le problème de la Grèce, c'est de faire des réformes suffisamment crédibles afin de pouvoir retourner se financer sur les marchés.

L'Europe s'est divisée sur la Grèce, maintenant face aux réfugiés... Au risque d'un éclatement ?

On parlait il y a 30 ans d'euroscissure, d'une Europe qui ne bougeait plus. Aujourd'hui, nous sommes dans l'euroscissure : c'est une crise de croissance qui touche la colonne vertébrale, les fondements : l'euro, la libre

circulation... Cela plie, sans rompre sur l'euro. Cela va faire mal, mais je pense qu'on évitera la rupture. Mais ça va laisser des traces, entre dirigeants et dans les opinions publiques, après ce spectacle affligeant de chefs d'État et de gouvernement jouant les pompiers de crise en crise, de sommet en sommet. La crise des réfugiés donne l'impression de n'être pas sous contrôle, pendant que des gens meurent : il y a un déficit d'unité, mais surtout un déficit d'efficacité. L'Europe manque d'architectes.

Propos recueillis par Francis BROCHET

Grèce : Syriza retrouve le pouvoir

